

L'école, une utopie à reconstruire

Revue de presse des principales recensions

1 *Le Monde*, 29 mars 2013

Livre du jour

Massifier n'est pas démocratiser. Si de plus en plus d'élèves arrivent chaque année sur les bancs de l'école, la démocratisation du système scolaire français reste, elle, en panne. C'est le constat que dresse *L'École, une utopie à reconstruire*. Une publication de la revue *Regards croisés sur l'économie*, qui donne la parole aux économistes, historiens et sociologues, spécialistes des seize thématiques abordées. Parmi ces problématiques, l'échec de la démocratisation scolaire fait figure de fil rouge. Premier constat, l'école est "une formidable machine à trier, génératrice d'inégalités, avec son lot croissant de laissés-pour-compte", affirme dans l'éditorial Asma Benhenda. A l'appui, des chiffres significatifs. En 2009, 89,4 % des enfants d'enseignants accèdent à l'enseignement supérieur, contre 31,1 % des enfants d'ouvriers non qualifiés.

En cause, les échecs successifs des mesures de démocratisation. Et notamment celui de la mixité scolaire, dont le principe s'est heurté aux stratégies d'évitement des familles au capital culturel élevé. "Il n'y a souvent aucun lien entre les principes affichés [par les familles] (égalitarisme, convictions républicaines...) et les pratiques (cours privés, dérogations à la carte scolaire...)", souligne François Dubet, sociologue à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). S'il est prouvé qu'avoir des camarades issus de milieux défavorisés n'influence pas le niveau scolaire des autres élèves, les familles favorisées persistent à mettre en place une ségrégation. Principale stratégie d'évitement scolaire : l'inscription dans des établissements privés. Ces collèges et lycées représentent 20 % des effectifs français. A Paris, cette proportion dépasse les 30 %. Ces stratégies affectent d'autant plus la carte scolaire que l'instrument, mis en place en 1963, est déjà miné par la ségrégation urbaine, dont il reste prisonnier. Et l'assouplissement de la carte scolaire, décidée en juin 2007, n'a eu que peu d'effets sur la mixité scolaire.

Si le livre dresse un bilan sévère de la démocratisation, il propose des réformes précises. Entre autres, un effort accru pour lutter contre le décrochage scolaire. Catherine Blaya, chercheuse à l'université Nice-Sophia-Antipolis, rappelle qu'"environ 140 000 jeunes par an quittent le système éducatif sans diplôme ni qualification". La chercheuse suggère d'adopter une "approche interinstitutionnelle" pour prévenir le décrochage, et d'offrir aux élèves en difficulté des parcours plus individualisés.

Autre piste évoquée, celle de la refonte du système de notation. Pierre Merle, sociologue, souligne certains "biais sociaux" dans la notation. "Les enfants de cadres supérieurs sont mieux notés en classe que les enfants d'autres milieux. Ce biais social d'évaluation (...) représente presque le quart de la différence moyenne séparant les enfants de cadres des enfants d'ouvriers." Pour les limiter, Pierre Merle propose de supprimer ou de grandement réduire le recours aux fiches de renseignements, sur lesquelles l'enfant renseigne la profession de ses parents.

Autant d'informations susceptibles de tirer vers le bas les notes des élèves issus de milieux défavorisés. Or, souligne Pierre Merle, "l'effet potentiellement destructeur des mauvaises notes tient aussi au fait qu'elles sont intégrées dans des rituels de stigmatisation. Le système de notation en vigueur dans l'école française est une des causes du décrochage scolaire".

2 *Le Nouvel observateur*, 4 avril 2013

C'est le lot des ouvrages généralistes : ils regroupent des textes inégaux. "L'école, une utopie à reconstruire" (que vient de sortir La Découverte) traite ainsi de mille questions intéressantes (les ZEP, la mixité sociale, les IUFM, les innovations pédagogiques...), mais l'une de ses contributions sort clairement du lot : une interview du sociologue François Dubet, fin connaisseur des questions scolaires et penseur qui refuse la langue de bois. Ici, il s'intéresse aux "parents-consommateurs", une engeance empoisonnante qui revient souvent dans les conversations des enseignants, mais fort peu couverte scientifiquement.

Qu'est-ce qu'un parent-consommateur ? Dans la psyché enseignante, c'est un parent qui considère que l'école est un espace de self-service, où il consent à déposer son enfant, mais en dédaignant toutes les obligations inhérentes à l'Éducation nationale. Le parent-consommateur estime que l'école est un lieu de droits pour sa progéniture mais bien peu de devoirs : quand l'enseignant conseille un redoublement ou une orientation, il passe outre. Et s'il n'est pas satisfait du service rendu ? Il claque la porte pour se rendre dans le privé. En un mot, il serait l'un de ces symptômes de notre époque individualiste.

Confiance aveugle

Pourtant, selon François Dubet, ce reproche doit être nuancé. D'abord, comme il le dit, "les enseignants eux-mêmes sont des 'consommateurs' particulièrement sourcilieux". Ainsi, il est avéré par de nombreuses études que, connaissant parfaitement les rouages du système scolaire français, les profs se montrent particulièrement stratèges quand il faut placer leurs enfants dans les meilleurs établissements, puis dans les filières d'excellence (bac S plutôt que techno ou pro, langues rares qui ouvrent les portes des meilleures classes, classes prépa-grande école plutôt que fac...), voire dans le privé si le besoin s'en fait sentir.

Mais de leur côté, "les parents doivent leur faire une confiance aveugle" : l'école doit continuer à être regardée par ces derniers comme un "sanctuaire" de l'égalitarisme républicain, alors qu'évidemment, le contraste des performances est saisissant entre les établissements situés dans des quartiers aisés ou populaires. "Nous ne sommes plus au moment où l'on pouvait penser que la République garantissait une qualité éducative uniforme sur tout le territoire, ce qui déjà à l'époque, n'était qu'une croyance" (François Dubet a eu l'occasion de dire au "Nouvel Obs" combien ce concept d'école-sanctuaire "est une fiction").

Bon grain et ivraie

Du coup, comment reprocher aux parents de s'informer, de comparer les offres alors que cette comparaison peut effectivement influencer le destin professionnel de leurs chères têtes blondes ? De même, n'est-il pas hypocrite de reprocher aux parents (qui en ont les moyens) d'opter pour des cours du soutien "dans un contexte de concurrence accrue et quand il est inacceptable d'échouer" ? Le système scolaire français organise un tri aussi sournois et impitoyable qu'injuste et se demande pourquoi certains veulent être cueillis comme bon grain et non comme ivraie.

Soulignant "qu'il n'y a aucun lien entre les principes affichés (égalitarisme, convictions républicaines...) et les pratiques" où c'est le mieux informé qui gagne, le sociologue appelle à faire en sorte "soit son propre soutien et ne donne pas aux parents de bonnes raisons d'aller voir ailleurs". Il appelle aussi l'école à s'ouvrir davantage aux parents, à leur laisser un espace de parole réel pour que les parents-consommateurs cessent enfin d'avoir raison de ne penser qu'à eux.

3 *Sciences humaines*, avril 2013

”Une grande défiance entoure aujourd’hui l’idée de donner un nouvel élan à la démocratisation de l’éducation, de relancer l’expansion scolaire”, constate dans son introduction l’économiste Éric Maurin. Un pessimisme qu’entend résolument combattre la revue, en proposant dans ce numéro un équilibre entre bilan des politiques éducatives menées dans les dernières décennies et pistes d’avenir. En ressort un vaste et très utile panorama des connaissances actuelles sur le système éducatif français, à dominante économique mais qui sait faire place à l’histoire (Antoine Prost, Claude Lelièvre), à la sociologie (François Dubet) ou encore à la philosophie (Yves Michaud).

Côté bilan, ce n’est évidemment pas brillant. Corinne Prost fait par exemple un sort à la politique d’éducation prioritaire, qui ”n’a pas réussi à éviter la mobilité des enseignants dans les collèges en ZEP et, peut-être en partie de ce fait, n’a pas permis d’améliorer le résultat scolaire des élèves de ces collèges”. De même, Robert Gary-Bobo et Jean-Marc Robin donnent en économistes les arguments pour en finir avec le redoublement, dont l’usage intensif est une spécificité hexagonale. Au terme d’une démonstration nuancée (car en la matière, l’évaluation est complexe), il juge qu’il s’agit là d’”une manière socialement coûteuse, inefficace à long terme, de réaliser les fonctions d’éducation et de sélection”.

Côté avenir, les réflexions se déploient dans plusieurs directions. Le sociologue Pierre Merle reprend ici son plaidoyer pour une réforme du système de notations, en s’inspirant de pratiques étrangères beaucoup moins anxiogènes pour les élèves. Marc Gurgand vante, lui, les mérites de l’expérimentation scientifique en matière scolaire, qui pourraient éclairer de manière décisive une question comme celle des rythmes scolaires. Un entretien avec le psychologue Stanislas Dehaene présente également la contribution que pourraient apporter les neurosciences à la pédagogie. Bref, la trentaine de contributions à ce dossier sont autant de remèdes au fatalisme ambiant.

4 *Libération*, 5 juillet 2013

Revenir en classe le mercredi matin ou pas, sortir plus tôt l’après-midi ou commencer la journée plus tard, rallonger la pause du midi, mais pour quoi faire. . . Heureusement, le débat sur l’école ne se résume pas à la question des rythmes scolaires. Deux ouvrages, qui consacrent des dossiers au sujet, viennent rappeler qu’il suscite des réflexions autrement plus intéressantes et qu’il peut cliver au sein même de la gauche.

Les deux revues partent d’un même constat largement partagé : l’école française, en perte de vitesse, est l’une des plus inégalitaires des pays développés. En clair, elle est celle où l’origine sociale pèse le plus dans la réussite des élèves ; les plus pauvres et les moins bien informés formant le gros des jeunes en échec, voués par la suite aux petits boulots et à la précarité. Que faire pour rétablir plus de justice ? Les deux dossiers divergent.

Celui présenté par *Regards croisés sur l’économie* rassemble des contributions - de sociologues comme François Dubet, d’historiens comme Antoine Prost et d’économistes comme Eric Maurin - et se situe dans l’optique de la Refondation de l’école, l’intitulé de la loi présentée par le ministre de l’Éducation Vincent Peillon. Il ne s’agit pas de révolutionner le système mais de le réformer grâce à des politiques ciblées - comme la priorité accordée au primaire ou la scolarisation des 2 ans dans les territoires en difficulté.

ContreTemps, revue de critique communiste fondée par Daniel Bensaïd, dénonce, elle, une démarche qui ne fait qu’adapter l’école aux besoins du système capitaliste et prône un bouleversement social pour un changement en profondeur. ”S’il n’y a sans doute rien à attendre de la refondation de l’école, écrit Ugo Palheta en introduction, c’est que ceux et celles qui au gouvernement tiennent ce langage ont déjà renoncé à changer la société dans un sens émancipateur, faisant de la scolarité au mieux un supplément d’âme dans un monde qui en est largement privé, au pire l’instrument d’une conformation aux logiques de l’économie capitaliste.”

Dans *Regards croisés sur l’économie*, les spécialistes analysent les échecs ayant conduit à une école qui trie les élèves très tôt, sans leur donner souvent de seconde chance. La politique d’éducation prioritaire, par

exemple, qui devait compenser les handicaps d'établissements difficiles en leur donnant plus de moyens, se trouve dans une impasse. Faute d'avoir actualisé la liste des établissements ZEP, des collègues s'y trouvent alors qu'ils ne le devraient plus, en raison de l'évolution de la population autour, et d'autres, qui devraient l'être, ne le sont pas. Idem pour la carte scolaire, qui mériterait d'être révisée afin d'introduire de la mixité dans des établissements ghettos.

Dans *ContreTemps*, Jean-Pierre Terrail imagine une école débutant à 2-3 ans, qui se prolongerait jusqu'à 18 ans et donnerait "une culture commune à tous", sans distinguer les bien nés et les mal nés. Stéphane Bonnéry dénonce "le projet capitaliste de l'école". Pour en finir avec un système qui creuse les inégalités, il propose de le repenser "sur la base du modèle d'élève qui n'a que l'école pour acquérir les savoirs scolaires" et non plus, comme aujourd'hui, pour l'élève qui a déjà tous les codes.

5 *Les cahiers pédagogiques*, septembre 2013

Ce dossier de revue qui se présente comme un ouvrage apporte des réponses, souvent nuancées et rarement définitives, à des questions qui se posent à l'heure où l'on voudrait reconstruire ou refonder l'école, et surtout retrouver un élan qui est plutôt en panne. De nombreux contributeurs (dont A. Prost, C. Lelièvre, P. Merle, Y. Michaud...) nous proposent des éclairages stimulants. L'introduction d'Éric Maurin nous aide à bien poser les termes du débat autour de l'interrogation : "à quoi sert l'école ?". Un livre synthétique qui sera utile aussi bien aux lecteurs avertis qu'à ceux qui sont encore peu au fait de ces thématiques.

Un numéro de revue qui se présente sous forme de livre et qui regroupe un nombre important de contributions qui dépassent largement le cadre de l'économie. Les auteurs, souvent des personnalités interrogées, tentent de répondre à nombre de questions qui se posent en ces temps de "refondation" (espérée du moins). Par exemple : quels enseignements tirer de la démocratisation scolaire ? (Antoine Prost), peut-on accroître la mixité sociale à l'école ? que nous apprennent les neurosciences sur les meilleures pratiques pédagogiques ? (Stanislas Dehaene) ou encore quelle école bénéficie le plus aux élèves : mixte ou ségrégative ? Des apports également de Claude Lelièvre (un historique du collège), de Pierre Merle (qui revient sur la critique de la notation) ou de Yves Michaud (qui montre les impasses d'une certaine méritocratie).

Si certaines des conclusions, souvent nuancées et encore interrogatives, sont bien connues des lecteurs avertis (effets positifs de l'hétérogénéité, importance de l'effet-maître, des pratiques pédagogiques qui donnent de la confiance aux élèves), d'autres nous invitent plus que jamais à entrer dans la pensée complexe où les choses ne sont "jamais simples". Sur le redoublement par exemple, si celui-ci est globalement néfaste, sa suppression n'est pas la solution-miracle. Sur les effets de la politique de zone prioritaire, sur les vertus ou non de l'apprentissage, sur les conditions de possibilité de la mixité sociale, les débats restent ouverts.

En introduction, Éric Maurin se demande "à quoi sert l'école" en opposant de manière fine deux conceptions : est-elle finalement un simple "signal" qui permet de dégager des élites et de sélectionner les "bons employés" ou apporte-t-elle un plus, un accroissement réel du "capital humain" ? Le professeur de l'École d'économie de Paris penche plutôt pour ce deuxième terme et remet en cause le pessimisme et la défiance quant à la démocratisation scolaire. Il met aussi en garde contre une trop grande concentration des efforts budgétaires sur les premières années d'école en insistant sur le travail à faire en direction de jeunes qui décrochent. Et en appelle à "reprenre l'initiative pour réduire le fossé qui se creuse dramatiquement entre le noyau des exclus de la démocratisation scolaire et le reste des élèves".